



Baisse des taux de cotisation au RQAP Une très mauvaise nouvelle pour les familles du Québec

Montréal, le 9 septembre 2015. – La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) réagit avec beaucoup d'inquiétude à l'annonce faite aujourd'hui par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, de baisser les taux de cotisation au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) à compter du 1^{er} janvier 2016.

« *En baissant le taux de cotisation, le gouvernement ne fait que retarder la résorption de la dette du régime et met ainsi sa survie en réel danger. Nous craignons que la prochaine étape soit de réviser le régime à la baisse en prétextant qu'il coûte trop cher et qu'il faut couper les prestations* », affirme le secrétaire général de la FTQ, Serge Cadieux.

Pour la FTQ, cette décision du gouvernement est prématurée compte tenu des prévisions actuarielles au 31 décembre 2014 selon lesquelles l'année 2016 devrait apporter un surplus de 131,4 millions de dollars pour réduire la dette. Ce n'est qu'en 2018 que le rapport actuariel prévoirait une résorption complète de cette dette qui traîne depuis le début du régime en 2006.

Un des piliers de la politique familiale du Québec

Au Québec, le RQAP a prouvé à quel point il répond véritablement aux besoins des parents lors de la venue d'un enfant. Les retombées positives du RQAP ont eu des effets à la fois sur le régime et pour la société : augmentation du nombre de naissances au Québec, hausse significative du taux de participation au marché du travail des femmes en âge de procréer (25 à 44 ans) et augmentation importante du nombre de pères qui profitent du congé parental. Il contribue aussi à favoriser la conciliation travail-famille, le maintien des femmes au travail, l'implication des pères et l'égalité entre les femmes et les hommes.

La FTQ tient à rappeler que le premier ministre, Philippe Couillard, avait lui-même affirmé le 20 novembre 2014 que le RQAP devait demeurer dans sa forme actuelle. « *Nous exhortons le gouvernement de refuser d'utiliser la persistance de la dette comme excuse pour sabrer les programmes et les prestations. Nous invitons le gouvernement à réaffirmer son engagement envers les femmes et les familles du Québec* », conclut Serge Cadieux.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, représente plus de 600 000 travailleurs et travailleuses.